

TERMES DE REFERENCE

Projet/PN : N° 99.9236.3-001.00 – Bureau GIZ

Mandat : Assistance et conseils en fiscalité

Date d'exécution : 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025

Lieu d'exécution : Bamako

I- CONTEXTE

La GIZ est une institution de la Coopération Allemande au Développement dont la mission essentielle est la mise en œuvre des projets et programmes dans les secteurs du développement économique et social.

Dans la mise en œuvre des activités de la GIZ Mali, le Bureau de la GIZ au Mali sert de support aux différents Projets/Programmes dans le domaine de gestion des ressources humaines.

Pour tous les Projets/Programmes de la GIZ évoluant au Mali, la gestion de la paie de l'ensemble du personnel national et experts régionaux est assurée par le Bureau de la GIZ.

Dans le cadre de l'optimisation et d'harmonisation des procédures de traitement de la Paie et des autres activités y résultant, le bureau de la GIZ au Mali sollicite l'appui d'un Cabinet de conseils en fiscalité.

La GIZ au Mali se propose de négocier un contrat cadre d'un (1) an avec une option de prolongation n'excédant pas une durée totale de trois (3) ans avec un Cabinet de conseils en fiscalité basé à Bamako.

Ce contrat couvre la gestion globale des services de conseils en fiscalité décrits dans les termes de référence ci-après.

II- OBJECTIF GENERAL DE LA MISSION

La présente activité porte sur le recrutement d'un Cabinet spécialisé en fiscalité pour l'assistance des services (Ressources Humaines, Comptabilité, Logistiques etc....) du Bureau de la GIZ, le traitement de la Paie et des autres activités y résultant, l'appui conseils pour d'autres questions liées à la fiscalité.

III- OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA MISSION

Ils porteront essentiellement sur les points suivants :

- Vérification des états de cotisations sociales et prélèvements fiscaux en conformité à la réglementation en vigueur au Mali (mensuel) ;
- Préparation de la déclaration annuelle de l'ITS 'l'impôts sur le traitement de salaires (Art 29)' ;
- Déclaration des retenues à la source (impôts des consultants n'ayant pas de NIF) ponctuelle ;
- Déclaration des loyers payés en hors taxes pour l'année N-1 (Art 75, LPF) ;

- Appui-conseil sur la nature des nouvelles rubriques salariales, et les questions et démarches fiscales auprès des services compétents ;
- Appui occasionnel dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique salariale ;
- Calcul des heures supplémentaires pour le personnel d'appui (mensuel) ;
- Audit de la paie de l'année N -1 ;
- Vérification de la conformité des rubriques du logiciel Sage Paie par rapport à la réglementation en matière de salaire (semestriel) ;
- Calcul des droits de fin de contrat (indemnités de fins de contrats, licenciement pour motif économique, départ à la retraite etc...) ;
- Clarification des questions fiscales pour les experts des pays voisins avec des contrats de travail à durée déterminée chez GIZ Mali ;
- Assistance et élaboration des dossiers de départ à la retraite ;
- Porter à notre connaissances toutes les modifications de lois et textes réglementaires en matière fiscale et sociale ;
- Mettre à notre disposition les documents relatifs aux réformes fiscales en général ;
- La transmission des documents fiscaux finals au Centre des Impôts ;
- Les honoraires des Bureaux d'Etudes et des consultants indépendants ;
- Répondre à toutes autres questions liées à la fiscalité.

IV- RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION :

Au terme de la mission, les résultats suivants sont atteints :

- Une assistance technique sur les points cités ci-dessus ;
- Production d'un rapport annuel d'activité.

V- PROFIL DU CABINET DE CONSEILS EN FISCALITE

Le prestataire recherché est un Cabinet Bureau d'Etudes régulièrement installé au Mali et ayant une expérience solide et pertinente d'au moins trois (3) ans en appui-conseil fiscal des projets de développement ;

- Disposer d'un agrément/ accréditations en droit social, une expérience dans la Coopération serait un atout.

VI- QUALIFICATIONS ET COMPTETENCES DE L'EXPERT CONSEILS EN FISCALITE

- L'expert dédié à la mission doit avoir une qualification et expériences solides prouvées en matière d'assistance fiscale et sociale ;
- Avoir au moins un diplôme (BAC+4) en droit fiscal et démontré une expérience d'au moins cinq (05) ans dans les missions similaires.

VII- METHODOLOGIE

Selon les sollicitations du Bureau de la GIZ, le Cabinet de conseils interviendra de façon périodique et conformément aux termes de référence.

VIII- DUREE ET DEROULEMENT DE LA MISSION

La consultation s'étend sur la période d'une année allant du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025. Le contrat pourra continuer, à la discrétion de la GIZ, dans les mêmes conditions, pour

deux périodes additionnelles d'une année chacune. Ces renouvellements seront notifiés par écrit au Contractant par la GIZ après évaluation satisfaisante des performances annuelles pour les services rendus.

Ces évaluations seront faites à l'interne par les services bénéficiaires sur la base du temps d'interventions sur les tâches citées au point III.

IX- DOCUMENTATIONS POUR LE CONSULTANT

Le Bureau de la GIZ au Mali mettra à la disposition du Cabinet de conseils tous les documents et autres éléments d'information jugés nécessaires pour ce travail. Il s'agit notamment des documents ci-après :

- Nom de l'entreprise (nom qui doit figurer sur toutes les déclarations) ;
- Organigramme de l'entreprise (si besoin) ;
- Liste des salaires bruts et nets ;
- Listes des catégories (salaires de base, taux horaires, primes légales, augmentations, etc.) ;
- Liste des avances et prêts utilisés (exemple : prêt de matériel, avance de fonds...) ;
- Liste des avantages sociaux en nature ;
- Liste des positions et bonus liés à chaque salarié ;
- Liste des comptes comptables associés à chaque poste salarial ;
- Liste des primes et de leurs régimes fiscaux et sociaux connexes ;
- Liste des salariés avec, pour chacun : titre du poste, catégorie, date de recrutement, mode de paiement, situation familiale, comptes bancaires.

X - CONFIDENTIALITE

Eu égard à la sensibilité des informations, les experts du Cabinet sont tenus à un devoir de confidentialité conformément aux procédures de la GIZ, en s'abstenant de divulguer ou d'utiliser à d'autres fins les informations dont ils auront à prendre connaissance dans le cadre de leur mission.

Il est interdit de transmettre quelque information que ce soit à des tiers ou de les divulguer. Le prestataire garantit que ces règles et obligations seront respectées par les collaborateurs qui se joindront à lui pour l'exécution du présent contrat.

A cet effet, ils devront compléter et signer l'annexe jointe au contrat relatif au traitement des marchés conformément à l'article 28 du RGPD.

XI - Respect du code d'intégrité

Le Cabinet de conseils prend note que les collaborateurs de la GIZ sont tenus d'observer le code d'intégrité de l'entreprise dans sa version en vigueur, et il en respectera lui-même les clauses dans ses relations avec les collaborateurs de la GIZ. Le contractant agit toujours de manière impartiale et se comporte en conseiller loyal. Ce n'est qu'après concertation avec la GIZ qu'il accepte les ordres susceptibles de provoquer un conflit d'intérêt en raison de leur nature ou en raison des relations personnelles ou économiques qu'il entretient vis-à-vis de tiers. Si un tel conflit d'intérêt apparaît au cours de l'exécution de la mission, le prestataire en fait immédiatement et ouvertement part à la GIZ et s'entend avec elle sur la marche à suivre.

En cas d'infraction aux dispositions ci-dessus, la GIZ est en droit de résilier le contrat sans préavis. Le droit à résilier le contrat sans préavis s'applique également lorsque le prestataire est en proie à un conflit d'intérêt au cours de l'exécution de la mission et que le prestataire et la GIZ ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la marche à suivre.

Le contractant veillera à ce que les personnes chargées par ses soins de la préparation et de l'exécution de ladite mission, prestations et services à financer n'exigent, n'acceptent, n'effectuent, n'accordent, ne promettent ou ne se fassent promettre aucun paiement illicite ou autre avantage en liaison avec les tâches précitées.